N° 178
11 DECEMBRE 2020

KOMITÉ POPILÈ

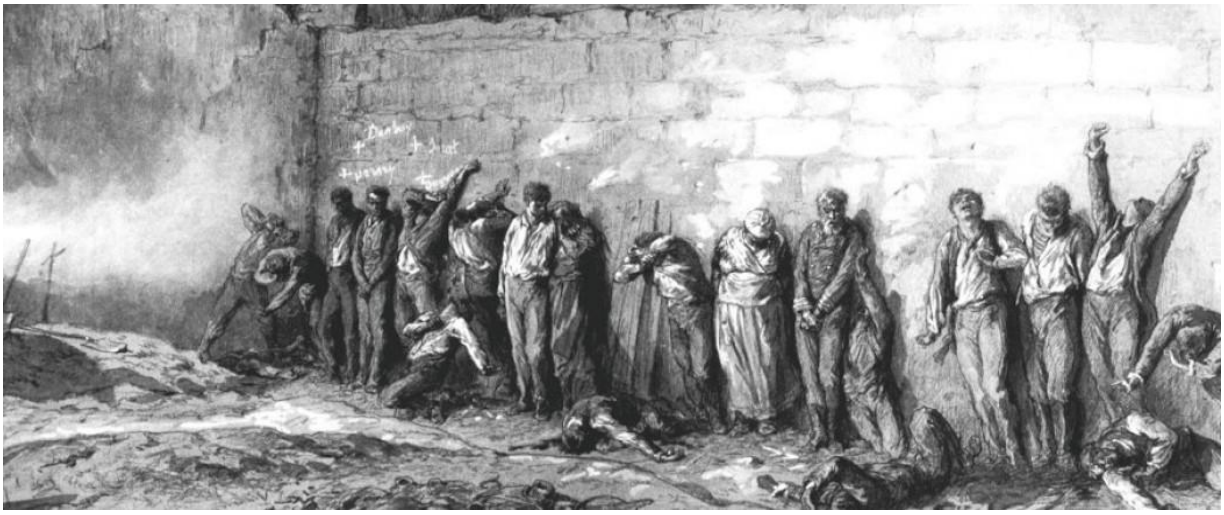
jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | *cncpmartinique@gmail.com*

EDITORIAL

REPUBLIQUE, DEMOCRATIE, LAÏCITE : TROIS LEURRES POUR HARPONNER LES PEUPLES

« Sacrilège ! On s'en prend à la Laïcité ! », « Notre Démocratie est menacée ! », « C'est la République qu'on attaque ! », « Réalisons la grande Union Nationale » pour défendre ces « valeurs sacrées », car elles font la « Grandeur de la France ! » Voilà les rengaines les plus entendues, chaque fois que les gouvernements sentent vaciller la domination de classe dont ils sont garants. Avec la Révolution Bourgeoise de 1789, une religion a remplacé une autre. A grand renfort de symboles et d'allégories, on a écrit de nouveaux mythes pour offrir aux peuples trois déesses entre les mains desquelles ils devaient remettre leur sort, devant lesquelles tous devraient désormais s'agenouiller et prier : la République, la Démocratie et la Laïcité !



Gravure représentant l'exécution des fédérés par les Versaillais au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le 28 mai 1871

1/3 - LA REPUBLIQUE : UN MIROIR AUX ALOUETTES

La République ! Ainsi donc, une institution humaine, la prétendue Res Publica de l'antiquité, qui s'accomodait des privilèges des minorités dominantes, de la soumission des femmes et de l'esclavage, serait magiquement devenue une entité transcendantale qu'il serait blasphématoire de remettre en cause. Au nom du droit divin de la Monarchie, les seigneurs féodaux imposaient leur dictature ; au nom du caractère sacré de la République, la bourgeoisie maintient la sienne.

A même titre, Monarchie et République sont deux cadres instaurés par les classes dominantes pour garantir leur pouvoir. Il n'est qu'à constater l'harmonieux mariage qui les unit aujourd'hui*[1]. Les nobles aristocrates de l'Ancien régime se sont recyclés dans le monde des affaires. Les dirigeants de la République se vautrent, quant à eux, dans les privilèges, les ors, les apparats et l'on ne peut nier le caractère monarchique du régime présidentiel français.

La divine République, parait-il, aimerait et protègerait "ses enfants" ; en retour, ceux-ci auraient l'impérieux devoir de la glorifier et de la défendre. Mais, dans la vraie vie, depuis son avènement au XVIII° siècle, pas une année, pas un mois ou même une semaine ne se sont déroulés sans que les droits des travailleurs n'aient été spoliés, sans que la répression policière et judiciaire n'aient frappé les masses populaires. Dans la vraie vie, cette belle République qui fait la "Grandeur de la France" et qui a la prétention d'imposer ses "valeurs" au reste du monde a décimé les populations des territoires qu'elle a colonisés, pratiqué la traite négrière, soumis des millions d'hommes à un esclavage barbare ou à l'indigénat et elle maintient encore sous domination la Kanaky, Wallis-et-Futuna, la Polynésie, Mayotte, La Réunion, La Guyane, La Guadeloupe, Saint-Barthélémy, Saint Martin et La Martinique, pour ne parler que de ses colonies sous administration directe* [2].

Alors, tournant le dos au miroir aux alouettes, il est grand temps pour les peuples dominés de penser d'autres formes d'institutions qui mettent fin au pouvoir des classes dominantes et qui garantissent effectivement la défense des intérêts des masses populaires.

Prochain article :
A propos de la Démocratie.

** [1] L'Union Européenne compte aujourd'hui six monarchies.*
** [2] On remarquera que nombreux dirigeants de la "gauche" française, sont adeptes de la nouvelle religion républicaniste et participent à sa propagande idéologique. Au nom de la "République Une et Indivisible", ils s'accomodent de la domination coloniale par leur pays sur "ses" Outre-mer. Ils défendent "la grandeur de la France" et en appellent à sa générosité pour "aider les pays du tiers-monde (pillés par ses multinationales) à sortir de la pauvreté".*

Propagande colonialiste et raciste

PAWOL FONDOK

"Le mal qui est dans le monde vient presque toujours de l'ignorance et la bonne volonté peut faire autant de dégâts que la méchanceté si elle n'est pas éclairée."

Albert Camus

INITIATIVES ALTERNATIVES

Une nouvelle étape dans la lutte du Collectif des Ouvriers (eres) empoisonnées (es) par les pesticides.

Le mercredi 09 décembre, le Collectif des ouvriers (ères) agricoles empoisonnés (es) par les pesticides avait convié le Préfet Stanislas Cazelles, représentant de l'Etat Français, au quartier Bochet (Lamentin) afin de lui présenter officiellement ses revendications relatives à la réparation du crime d'empoisonnement par les pesticides. Près d'une centaine de victimes était venue accompagner la démarche.

Après l'accueil des participants par les organisateurs de la réunion, le Maire de la commune, David ZOBDA, qui a porté un important soutien logistique à la préparation de l'événement, est intervenu pour réaffirmer son soutien à la lutte du Collectif et insister sur le fait que celle-ci concerne tous les Martiniquais et résidents.

Ensuite, les membres du bureau du Collectif ont pris la parole : le Président de l'organisation, Yvon SERENUS, pour rappeler les objectifs du collectif, la secrétaire, Patricia MOUTENDA, pour présenter les résultats de l'enquête de terrain menée par celui-ci et la secrétaire adjointe, Rose-Marie MARIE – LUCE, pour détailler les 11 points de revendication élaborés à la suite des réunions de secteur et de ladite enquête.

Les témoignages des victimes se sont alors succédés, à commencer par celui de Josette BOMARE, dirigeante de la grève de 1974 qui avait paralysé les bananeraies pendant plus d'un mois. Elle a rappelé qu'à son grand âge et malgré sa maladie, il n'était pas question pour elle de cesser de se battre et cela dans l'intérêt des générations futures. Ensuite, de nombreux et poignants témoignages des victimes et de leurs proches ont saisi l'assistance. Beaucoup ont insisté sur le fait que leur famille a été et est

encore décimée par de graves maladies liées à l'usage des pesticides. Ils ont parlé des faibles montant de leur pension et de l'injuste taxe foncière qui leur est exigée.

Au cours des échanges qui ont suivi, La Députée Josette MANIN a fait un vibrant témoignage sur sa famille, elle-même concernée, et réaffirmé son soutien total à la cause. Le Préfet et le Directeur de l'ARS ont indiqué avoir découvert avec émotion des aspects humains qu'ils ignoraient. Ils ont rappelé que le Plan chlordécone 4 proposé par le gouvernement visait à porter des réponses concrètes à ce qu'eux considèrent comme un "aveuglement collectif", signalé que certaines des revendications du Collectif y étaient déjà prises en compte et que d'autres demandaient un travail avec les élus.

Dans sa conclusion, Yvon SERENUS, tout en prenant acte des déclarations du Préfet a insisté sur le fait que la démarche propre du Collectif et que la mobilisation des ouvriers (eres) se poursuivaient. Il a mis à l'honneur les ouvriers et ouvrières agricoles, si longtemps méprisés et exploités. Il a rappelé qu'ils étaient en première ligne et premières victimes de ce scandale, parce qu'ils ont été contraints par les grands propriétaires d'épandre les pesticides et qu'ils ont subi une violente répression, faisant 2 morts et de nombreux blessés, quand en 1974, ils ont fait grève pour améliorer leurs conditions de travail.

Le modérateur de la Réunion, Marie-Joseph PINVILLE a indiqué qu'une délégation du Collectif se rendra en France en Janvier afin de rencontrer tous les partis politiques français (à l'exception de ceux d'extrême-droite) ainsi que des parlementaires Français et Européens.

De l'avis unanime, cette rencontre de Bochet, marque une étape importante dans la lutte pour dénoncer le crime d'empoisonnement et obtenir réparation de la part de ses responsables. L'Etat a admis sa part de responsabilité. Les grands propriétaires pas encore. Le combat est donc loin d'être achevé.

FOK SAV SA

▪ NON A L'EXPULSION INHUMAINE DES FRERES HAÏTIENS !

Un scandale de plus! La soi-disant "patrie des droits de l'homme" est coutumière de telles ignominies dans ses colonies. Bien sur, les médias occidentaux se gardent bien d'en parler. Près de 300 personnes se sont rassemblées à Pointe-à-Pitre le samedi 5 décembre pour dénoncer cette atteinte manifeste aux droits humains et exprimer leur solidarité aux frères et soeurs Haïtiens. Nous publions ci-dessous le communiqué des organisations ayant appelé à la manifestation.

Photo France Antilles Guadeloupe

"Malgré le contexte sanitaire, nous avons appris que la préfecture de la Guadeloupe organise un vol spécial groupé le 7 décembre pour expulser une trentaine de femmes, d'hommes haïtiens dont certains sont retenus au Centre de rétention administratif (CRA). Parmi eux se trouvent des parents d'enfants français, des personnes malades, de futurs parents, des personnes vivant en Guadeloupe depuis plusieurs années et des personnes arrivées en Guadeloupe avant leur majorité. Or, depuis le mois de mars, il n'y a aucun vol commercial direct entre Guadeloupe et Haïti.

Dans ces conditions, l'ensemble des associations franco-haïtiennes dont Tet Kolé, la fédération d'associations franco-haitiennes de la Guadeloupe, Lakay Concept, Family Band, CODIGH, tous les amis de la communauté haïtienne de Guadeloupe et tous ceux qui sont épris de justice et de dignité vous appellent à un grand rassemblement le samedi 5 décembre à 10h sur la place de la victoire de Pointe à Pitre, en face de la sous-préfecture pour dire : NON !! Un seul message sur les pancartes : NON !!"

Signataires : Amnesty International Guadeloupe. Association TetKolé. Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe. CGTG banane. Collectif vigilance Citoyenne. Combat ouvrier. Comité International des Peuples Noirs. Fédération de la ligue des droits de l'homme Guadeloupe ! Journal Rebelle ! La Cimade Guadeloupe. Parti de Gauche Guadeloupe. UPLG Union Pour la Libération de la Guadeloupe.

▪ COTE D'IVOIRE – GHANA : DES PRODUCTEURS DE CACAO EN LUTTE CONTRE DES MULTINATIONALES.

Jik An Bout revient ici sur une information publiée dans le site rfi.fr et qui n'a pas eu l'écho mérité.

Suite à la lutte des producteurs de cacao en Afrique, leurs gouvernements avaient instauré un mécanisme de certification qui garantissait que les multinationales du chocolat ne faisaient pas appel au travail des enfants et ne contribuaient pas à la déforestation. Sauf que les prédateurs continuent à sévir. L'article de RFI rappelle notamment que " *Les deux pays, qui concentrent les deux tiers de la production mondiale de cacao les accusent de refuser de payer le différentiel de revenu décent (DRD), la prime de 400 dollars la tonne destinée aux planteurs".*

Le 3 décembre dernier, quatre organisations de producteurs du Ghana et de Côte d'Ivoire ont rencontré les organes de régulation que sont le Conseil Café Cacao (CCC) ivoirien et le Cocoa Board ghanéen afin d'envisager la riposte à cet état de fait. Des certifications ont été suspendues et une campagne médiatique contre les multinationales délinquantes a été programmée. L'article en référence indique que *"Les quatre organisations planteurs présentes ont promis de faire pression sur les intérêts de ces multinationales sur le terrain afin de peser dans les discussions, quitte à* « boycotter toutes les activités liées aux industriels ». *L*e Directeur du CCC, quant à lui, considère qu'en dépit de cette situation ... *"les multinationales restent des partenaires".*

■ GAZA: L'ETAT VOYOU D'ISRAEL PROTEGE SES SOLDATS CRIMINELS.

C'est ce que nous rappelle cette information publiée par l'Agence Média Palestine. Evidemment, on ne peut attendre des gouvernements impérialistes occidentaux qu'ils imposent des enquêtes indépendance ou des sanctions !

Attaque délibérée contre des personnels de santé !

(Photo Amnesty.lu)

"La grande marche du retour à Gaza : 234 morts, 17 enquêtes, un acte d'accusation. (...) Pendant près de deux ans, semaine après semaine, l'armée a envoyé des tireurs d'élite entraînés, avec un équipement de protection complet, pour affronter les résidents de la bande de Gaza assiégée et sinistrée qui allaient manifester près de la barrière. À en juger par l'expérience cumulée de plus de 50 ans d'occupation, chacun de ces soldats avait toutes les raisons de croire que, quoi qu'il arrive lorsqu'ils pressaient la détente, le système les protégerait et couvrirait leurs crimes. Les 234 morts, les 17 enquêtes et l'acte d'accusation solitaire – pour le meurtre d'un garçon de 14 ans – qui s'est soldée par 30 jours de travaux d'intérêt général, une condamnation avec sursis et une rétrogradation au rang de simple soldat, prouvent qu'ils avaient raison."

SUGGESTION DE LECTURE

* **https://www.investigaction.net/fr** / *Déclaration sur l'antisémitisme et la question de la Palestine*
* **https://www.mondialisation.ca** / *La « pandémie » Covid-19 : Détruire la vie des peuples. Dépression économique provoquée. Coup d'État « mondial » ? par Michel Chossudovsky.*

VENEZUELA :
Le chien aboie, la caravane passe !

Le 6 décembre 2020, les Vénézuéliens étaient appelés aux urnes pour renouveler leur Assemblée législative.
Le choix de cette date était le résultat du dialogue, initié par le gouvernement, avec certains partis de l'opposition dans le but d'apaiser le climat politique.

Le Président Maduro avait invité l'Union Européenne à envoyer des observateurs, celle-ci a refusé de le faire ! Cela n'a pas empêché que 300 observateurs internationaux, sont venus des pays des quatre coins du monde, pour garantir la sincérité du scrutin. Entre autres : la sénatrice militante des droits humains colombienne Piedad Cordoba, Evo Morales, ex président de Bolivie, Rafael Correa, ex président de L'Equateur, Rodríguez Zapatero, ex président d'Espagne et Ignacio Ramonet.

Le Conseil National Electoral a organisé plusieurs vérifications des machines de vote, le jour même encore, en présence des partis d'opposition.

Ils étaient 107 partis politiques de tous bords à présenter des candidats. Ceux-ci étaient 14.400 parmi lesquels des jeunes, des indigènes, des afrodescendants, la communauté LGBTI+ et des personnes souffrant de handicap. La majorité étaient des femmes.

C'est tout cela qui justifie le fait que l'ex-président espagnol Zapatero ait qualifié ces élections de "pluralistes".

Résultat ? Malgré les campagnes de désinformation, la subversion, la guerre économique et les sanctions menées par les Etats-Unis, l'Union Européenne et leurs gouvernements supplétifs dans la région, le Grand Pôle Patriotique constitué autour du parti Chaviste a remporté 67,6 % des suffrages obtenant donc la majorité des sièges à l'Assemblée !

La pilule étrangle les impérialistes occidentaux ! Leurs porte-voix se déchainent, faisant écho au "zombi Pompeo" : "*Maduro s'est emparé de la dernière institution qui échappait à son pouvoir"; "L'opposition dénonce la mascarade*" et Bla ! Bla ! Bla ! On a, ici, une nouvelle preuve que ce ne sont pas des journalistes qui officient dans les empires médiatiques occidentaux, mais des propagandistes dépêchés par les multinationales pour désinformer, manipuler et conditionner l'opinion publique.

Ah oui ! L'abstention a été importante... 31% des électeurs.trices se sont rendue.s aux urnes! Hier encore, les mêmes individus savaient expliquer l'abstention dans leur propre pays*, par les effets du Covid et du confinement (ce qui d'ailleurs les a conduit à repousser des échéances électorales). Quant à nous, en Martinique, nous n'oublions pas que le taux de participation aux élections Européennes de 2019 était de ...15,22 % ! Ce qui n'a pas empêché que L'U.E. renforce sa mainmise sur notre pays !

Mais, les réactionnaires auront beau dire et beau faire, le Peuple vénézuélien a remporté une nouvelle victoire en reconquérant les rènes de son Assemblée législative. Comme le dit le proverbe, "le chien aboie la caravane passe !"

** L'abstention a atteint 58,4% des électeurs au deuxième tour des municipales de 2020 et, pour comparer aux 31 % de participation, rappelons que lors du référendum de 2000 pour passer du septennat au quinquennat le taux d'abstention était de 69,81 %. Pour eux, c'était très démocratique !*

PAROLE A Olivier JEAN-MARIE

Olivier JEAN-MARIE est l'un des premiers promoteurs de la « démocratie citoyenne » dans notre pays. Il vient de publier un nouvel ouvrage. Jik An Bout l'a invité à vous le présenter.

JAB : Tu as publié un nouveau livre, qui a comme titre "Ki wol nou", avant d'en parler je te demande ki wol ou ?

O.J-M : Je me définis comme un citoyen ordinaire, membre d'une communauté vivante, géographique, humaine, sociale, historique qui s'appelle la Martinique. Cette communauté Martiniquaise interagit avec la communauté humaine sur notre planète Terre. Ma vocation, telle que je la perçois aujourd'hui, est de promouvoir la mise en pratique d'une nouvelle intelligence collective basée sur la coopération, l'entraide, la solidarité et l'émancipation individuelle. Mon ambition est de contribuer à réduire la prégnance des modes d'organisation collective établis sur la domination et la compétition individuelle.

JAB : Peux-tu nous présenter le contenu de ce nouveau document ?

O.J-M : Cet essai est un point d'étape dans la réflexion que je mène depuis plusieurs années pour répondre aux questions : Pourquoi et comment mieux décider, faire et vivre ensemble, dans nos familles, dans nos associations, dans nos entreprises, dans nos communes, dans notre pays, dans notre monde ?

A la veille du renouvellement de l'Assemblée de Martinique en 2021, j'ai voulu partager une méthode de réflexion et d'action pour revitaliser notre démocratie qui s'affaiblit de jour en jour.

Mon intention est aussi d'inciter mes concitoyens à formuler leurs demandes et leurs propositions pour l'avenir de notre communauté qui ne pourra plus se dessiner, seulement, par un petit nombre d'élu.e.s.

JAB : Qu'est ce qui a motivé une telle production ?

O. J-M : L'impression que beaucoup d'entre nous sont résignés, découragés, désemparés face aux enjeux collectifs que nous devons affronter.

Je ne perçois pas de méthode d'organisation collective dans les collectivités locales que nous élisons, ce qui pourrait susciter l'implication du plus grand nombre.

Ma conviction est que nous pouvons générer de l'envie et du désir de décider, de faire et de vivre ensemble en Martinique si nous appliquons quelques grands principes de ce que j'appelle la fleur de l'intelligence collective : la détermination participative d'une raison d'être collective, la clarification de notre système de valeurs, le choix de nos modes de gestion et de

décisions, une liste de priorités opérationnelles, et surtout des dispositifs d'évaluation et d'ajustement continu.

C'est la proposition d'un citoyen ordinaire au débat démocratique qui n'a pas valeur de diktat ou de révélation de vérité religieuse. C'est une invitation au débat.

JAB : Comment le public a-t-il reçu cette édition ?

O. J-M : Visiblement très bien, environ 400 exemplaires ont déjà été vendus dans les librairies ou en direct. D'autres exemplaires sont en cours d'impression. Par ailleurs les échanges que j'ai eus avec des lecteurs en librairie ou en visioconférence me confirment que certains concitoyen.ne.s martiniquais.ses ont soif de faire entendre leur voix.

JAB : Dans ton ouvrage, tu parles de la "raison d'être de Martinique", mais, dis-nous, y - a - t - il une raison de vivre en Martinique ?

O. J-M : Oui, il y en a sûrement plusieurs. Je propose que nous consacrions une partie de nos ressources à définir collectivement le sens de notre existence commune en ce début de 21ème siècle en répondant à la question : Que serions-nous, que serait le monde si notre communauté martiniquaise n'existait pas ? Quelle est la vocation de notre Martinique ? Quel rôle attribuer à ses écosystèmes, ses minéraux, ses végétaux, sa faune, ses hommes et ses femmes ? L'enjeu est de redonner du sens à l'action publique pour susciter l'engagement du plus grand nombre de citoyen.ne.s afin de revitaliser notre démocratie.

AGENDA

CNCP - MODEMAS - PKLS

KA BA TOUT MOUN RANDÉVOU
vandrèdi 18 désanm 2020 à 4trè (16h)
lasavann fodfwans « allée décembre 59 »

POU SONJÉ DÉSANM

DÉSANM 59 - OJAM - LEPEN DÉWÒ

LONÈ EK RESPÉ BA LÉ KONBATAN :

Frantz FANON - Marcel MANVILLE - Ti Jo MAUVOIS
Yvette GUITTEAUD MAUVOIS - Pierre PAPAYA ...

A découvrir sur :

www.jikanbouttv.com
&
sur la page facebook de Jik An Bout :

* *L'actualité internationale de la semaine*

* *Réflexions sur l'unité du peuple et la cohésion nationale*

★★★